

## ÉDUCATION

## Le nouveau calendrier scolaire

**L'année scolaire 2009-2010 débutera le 13 septembre 2009 et s'achèvera le 10 juillet 2010. Elle s'étalera donc sur 35 semaines. Et le vendredi reste journée de repos hebdomadaire.**

C'est ce qu'indique un communiqué du ministère de l'Éducation nationale sanctionnant une rencontre tenue hier avec des syndicats de la corporation.

Selon ce communiqué, les cours s'étaleront jusqu'au 20 juin et les compositions du 3<sup>e</sup> trimestre débute-

ront à partir de cette date pour les cycles moyen et secondaire et à partir du 9 juin pour la 5<sup>e</sup> année primaire. Ainsi, l'année scolaire s'étalera, pour la première fois, sur 35 semaines, alors qu'elle ne dépassait pas durant les années précédentes les 27 semaines.

## Scolarité durant l'année

Au niveau de l'enseignement primaire, les cours de la 5<sup>e</sup> année s'arrêteront à partir le 27 mai et les compositions du 3<sup>e</sup> trimestre débiteront à partir du 30 mai. En ce qui concerne la 1<sup>re</sup>, la 2<sup>e</sup>, la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> année primaire, les cours devraient être poursuivis jusqu'au 20 juin, pour pouvoir exploiter le mois de juin au profit des élèves.

Les compositions du dernier trimestre débiteront à partir de cette date. Pour l'enseignement moyen, les cours seront poursuivis jusqu'au 3 juin 2010 et les compositions du 3<sup>e</sup> trimestre débiteront le 6 juin 2010.

Concernant l'enseignement secondaire, les cours s'étaleront jusqu'au 27 mai 2010. La semaine du 29 mai sera consacrée aux compositions du 3<sup>e</sup> trimestre pour tous les niveaux de l'enseignement secondaire.

R. N.

## Calendrier des examens officiels

**Le baccalauréat** : du 13 au 17 juin 2010.

**Le brevet d'enseignement moyen** : du 20 au 22 juin 2010.

**Les examens de fin du cycle primaire** : 1<sup>re</sup> session le 9 juin et la 2<sup>e</sup> session le 29 juin.

Ce qui permettra de «suivre convenablement les programmes scolaires dans des conditions meilleures, tout en respectant le rythme scolaire et les critères pédagogiques reconnus universellement».

De même, les compositions se dérouleront à la même période au niveau national. Comme les élèves des classes d'examen pourront terminer les programmes dans les temps impartis, tout en disposant du temps nécessaire aux révisions.

Quant au mois de juin, il devient une période d'étude et d'évaluation des connaissances des apprenants. Concernant le réaménagement du week-end, le communiqué précise que la journée du vendredi a été retenue comme journée de repos hebdomadaire pour l'ensemble des personnels du secteur de l'éducation.

## Calendrier des vacances scolaires

**Vacances d'automne** : du 29 octobre 2009 au 3 novembre 2009.

**Vacances d'hiver (I)** : du 18 décembre 2009 au 3 janvier 2010.

**Vacances d'hiver (II)** : du 12 février 2010 au 16 février 2010.

**Vacances de printemps** : du 18 mars 2010 au 4 avril 2010.

L'année scolaire s'étalera sur 35 semaines.

Sur cette base, le ministère a présenté plusieurs propositions d'organisation de l'emploi du temps.

Quant aux vacances scolaires, le ministère propose un nouvel calendrier, avec quatre périodes de vacances, permettant aux

élèves de bénéficier de 40 jours de vacances sans compter les vacances d'été.

R. N.

## Scolarité durant la semaine

**1<sup>re</sup> proposition** : assurer la scolarité des élèves tout au long des 5 journées de la semaine, du dimanche à jeudi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30. Ce qui fait bénéficier les élèves de deux jours de repos par semaine (vendredi et samedi) .

**2<sup>e</sup> proposition** : faire fonctionner les établissements le samedi après-midi de 13h à 17 h et du dimanche au jeudi en consacrant l'après-midi du mardi au repos.

**3<sup>e</sup> proposition** : faire fonctionner les établissements la matinée du samedi de 8h à 12h et du dimanche à jeudi en consacrant l'après-midi du mardi au repos.

Pour le Sud, il est proposé de faire fonctionner les établissements scolaires de 7h à 14h en appliquant l'horaire continu, et ce à partir du mois d'avril.

R. N.



Photo : Samir Sid.

## Le baccalauréat professionnel victime de la vengeance politique

Par Kamel Ahriouil\*

Lorsque M. Karim Younès, alors ministre de la Formation professionnelle, avait mis en place la mécanique du baccalauréat professionnel à partir de 2000, le dossier avait été appuyé ensuite, et ce pendant plus de deux ans, par des réflexions, des études, des séminaires et une coopération technique intense avec des organismes étrangers de renom.

C'était la prémisse d'une véritable réforme en profondeur du système de formation professionnelle en Algérie.

Toutes les institutions du secteur (INFP, IFP, DFP, CERPEQ, les cadres du secteur...) y avaient participé d'arrache-pied, avec professionnalisme et sans la moindre obligeance partisane ou autre, avec la mobilisation du fonds d'aide de l'UE (60 millions d'euros).

Des stages de formation à l'étranger avaient été organisés pour un certain nombre d'agents d'encadrement et de formateurs. L'organisation de ce programme avait nécessité, bien entendu, la mobilisation d'une extraordinaire ressource humaine, mais aussi financière (Trésor public).

Le lancement du projet devait se faire par étapes à travers certaines institutions pilotes et pour un certain nombre de métiers choisis, en fonction d'arguments techniques et pédagogiques déterminés, avant de s'étendre au fur et à mesure des résultats acquis sur le terrain et des correctifs suscités

par les groupes de spécialistes et les organes chargés du suivi de ce grand chantier, à l'ensemble du réseau de la formation professionnelle.

La maîtrise de l'œuvre avait été confiée à l'époque au Dr Boualem Tatah, secrétaire général du ministère de la Formation professionnelle, aujourd'hui mis aux oubliettes.

Le 17 juin 2002, le Pr Abdelhamid Aabad succède à M. Karim Younès à la tête du ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels, et poursuit la politique entamée par son prédécesseur.

La grande nouveauté de la rentrée de la formation de septembre 2002 sera le lancement du cursus de l'enseignement professionnel ouvrant la voie au baccalauréat de l'enseignement professionnel.

Le professeur Abad annonce en avril 2003 : «Le bac professionnel s'inscrit dans un processus mondial. L'enseignement professionnel que nous défendons est celui qui privilégie la formation par rapport à l'entreprise.»

800 stagiaires constitueront les premières promotions de candidats à cette nouvelle formation, qui allait se dérouler à travers 6 INSFP.

Les INSFP devant être reconvertis plus tard en lycées professionnels.

Le 12 septembre 2004, le nouveau ministre, M. El Hadi Khaldi, supprime le baccalauréat professionnel. Il se permet même d'annoncer ce jour au forum d'El

Moudjahid : «Cette décision est intervenue car, sur le plan pédagogique, il n'est pas question de mener des centaines d'élèves dans cette aventure...»

Cette déclaration lourde de sens va signifier l'inutilité du nouveau baccalauréat et reléguer le système de la formation professionnelle à son point de départ. L'incurie s'installe depuis, comme règle, et l'enseignement navigue à vue. Une mérycologie absurde sert, depuis, d'apologue au système et ceux qui l'encadrent.

## Pourquoi le bac professionnel ?

Les responsables de l'époque avaient remarqué, à juste titre, que l'enseignement professionnel avait déjà été appliqué dans le monde développé depuis plus de vingt ans.

Et c'est par acquit de conscience de l'importance du phénomène que ces pays ont adopté, maintenu et développé cette nouvelle pédagogie d'enseignement. Pas par calcul politique, mais par conviction critique, à la cadence de la recherche dans le domaine de l'éducation.

L'enseignement professionnel devait donc se détacher progressivement de la formation professionnelle traditionnelle, considérée, aujourd'hui encore, à tort ou à raison, comme étant le réceptacle des exclus du système éducatif.

La formation professionnelle, jusqu'à l'avènement de l'enseignement professionnel, était restée transie, dans la conscience popu-

laire, comme étant un appendice du système éducatif, une aberration qui l'a rendu in reatu.

Le baccalauréat professionnel devait permettre la création de passerelles vers l'enseignement général, notamment dans des disciplines techniques ciblées, et hisser les niveaux de qualification professionnelle au rang des performances et des normes universelles.

Les initiateurs de ce projet voyaient donc dans ce précepte une véritable révolution dans le système éducatif, d'une manière générale. Une révolution qui allait engendrer in petto un incontestable cadre de promotion sociale pour l'ensemble des sortants du système éducatif.

Des études indiscutables ont, depuis fort longtemps d'ailleurs, montré que l'enseignement professionnel devait être totalement identifié au système de formation initial (éducation nationale), avec l'existence d'un afflux de passerelles entre ces filières et les approches plus prestigieuses de l'enseignement général.

D'où la nécessité de la création du baccalauréat et du brevet professionnels (cas de la France). Tout cela dans une logique «adéquation formation-emploi», mais en rupture avec le cursus scolaire initial.

Le dispositif allemand, par contre, s'inspire d'une logique de correction des filières professionnelles, dans le prolongement et la fusion avec les pré-requis scolaires. L'expérience algérienne, à

cette époque, a su intégrer les deux méthodes, et l'adapter au contexte socio-économique local.

En aval s'amorçait déjà une intention encore plus intéressante et plus louable : la création d'une université du travail. Une institution qui allait parfaire la refondation du système, et concéder aux travailleurs en activité le droit du bénéfice de parcours professionnels innovants, qualifiants et diplômants.

## La suppression du baccalauréat professionnel

La décision de suppression du baccalauréat professionnel a été dictée par une logique politicienne, contrairement aux arguments avancés, à l'époque par le ministre, pour justifier cet ukase absurde.

Mais les observateurs avertis avaient vite compris que le nouveau locataire du ministère cherchait d'abord à disqualifier M. Karim Younès, en traitant le nouveau dispositif de politique hasardeuse. Il fallait aussi faire table rase de tout ce qui a été entrepris par ce dernier, devenu persona non grata, et imprimer au secteur une vision nouvelle.

La suppression du baccalauréat a largement entamé le système de la formation professionnelle, déjà discrédité par un lourd passif qui l'a confiné au rôle d'exutoire, et de terrible pis-aller, pour les jeunes exclus du système éducatif.

K. A.

\* Ingénieur GI-Consultant.